

Sortir du Nucléaire Isère – AG 2016 - Rapport moral

Rappel non exhaustif du contexte politico-économique, sanitaire et social 2015 en ce qui concerne le nucléaire :

2015 a débuté et s'est terminé par deux terribles attentats en région parisienne. Le premier a touché *Charlie Hebdo*, journal antinucléaire de la première heure. Le second est sans rapport direct avec notre lutte, mais a débouché sur des mesures liberticides et antidémocratiques qui nous touchent directement. Cependant la mobilisation citoyenne s'est en grande partie maintenue malgré les interdictions de manifester.

Dans le domaine du nucléaire, 2015 est une année ambivalente.

Le gouvernement et EDF disent vouloir construire de nouveaux réacteurs nucléaires pour remplacer les anciens, la loi de transition énergétique ayant entériné le maintien de la production nucléaire française à son niveau actuel, avec, pour soutenir la demande, le développement de la voiture électrique, ignorant les leçons d'études pourtant réalisées avec l'argent des contribuables. Dans le rapport *Un mix électrique 100% renouvelable ?* de l'ADEME, le prix de revient le moins cher correspond à l'un des scénarios à zéro nucléaire, ce qui rejoint les données d'études précédemment publiées en 2014 par le Sénat et la Cour des comptes sur le coût du nucléaire. L'Ademe avait aussi démontré dès 2013 que la voiture électrique était peu performante sur le plan environnemental.

Par ailleurs, la COP21 n'a pas du tout évoqué le recours au nucléaire comme solution au réchauffement climatique, alors que c'est l'argument majeur des pronucléaires français. D'ailleurs, la part du nucléaire se réduit inéluctablement au niveau mondial (pas encore de chiffres 2015 pour la France) et les projets ou constructions de réacteurs français sont en berne.

Alors qu'Astrid (petite sœur de Superphénix) resterait à l'état de projet au moins jusqu'en 2020, Iter n'est pour l'instant qu'un tas de pièces isolées, puzzle si incomplet que ses concepteurs n'avancent aucune date pour son assemblage. La construction de l'EPR à Flammanville est toujours aussi laborieuse, si bien que l'exploitant a demandé un allongement de 3 ans (illégal a priori et non encore accordé) du délai de mise en service (ce qui la reporterait en 2020). L'EPR d'Olkiluoto serait presque achevé mais il semble que sa mise en production soit rendue inutile par l'évolution à la baisse de la consommation d'électricité en Finlande...

Pendant que le renouveau du nucléaire patine, l'exploitation des vieilles centrales devient de plus en plus acrobatique. Les réacteurs français ne sont disponibles qu'un jour sur quatre en moyenne (à comparer avec la bien connue "intermittence" de l'éolien et du solaire). Ainsi, au Bugey un réacteur a dû être totalement arrêté fin août à cause de fuites anormales de son enceinte de confinement.

Rien d'étonnant donc qu'Areva ait quasiment fait faillite au point qu'en juin l'Etat a dû la recapitaliser et confier son activité réacteurs à EDF, dont la santé financière n'est pourtant pas brillante non plus (EDF ne fait plus partie du CAC 40, après une baisse de 85% de ses actions).

Autre casserole gênante pour l'industrie nucléaire : les déchets. Après avoir échoué à entériner la création de Cigéo dans la loi de transition énergétique, le gouvernement a retenté le coup cet été dans la loi Macron, avec la complicité du député isérois F. Brottes, récompensé aussitôt par l'octroi du poste de président du directoire de RTE. Mais le conseil constitutionnel a supprimé l'amendement en question suite à une plainte des députés EELV.

Il n'y a guère que le nucléaire militaire qui se porte bien. Le tout nouveau laser Mégajoule a ainsi réalisé 15 tirs cette année. Les crédits alloués à la "dissuasion nucléaire" sont "sanctuarisés" (plus de 22 milliards d'euros officiellement prévus de 2014 à 2019) et les armes seront "modernisées". Quant à Poutine, il s'est dit prêt à utiliser des armes nucléaires en cas d'attaques européennes en Ukraine.

Pendant ce temps, le taux de cancers de la thyroïde des moins de 18 ans a été multiplié par 50 dans la région de Fukushima (avec 137 cas) et officiellement 64 travailleurs sont morts des suites

de leur travail à la centrale accidentée.

Plus localement, demi-bonne nouvelle : alors que nous pensions que le réacteur de l'ILL à Grenoble rejetait environ autant de tritium dans l'atmosphère grenobloise que la totalité des réacteurs EDF, une analyse plus fouillée des chiffres montre que les rejets seraient deux fois moindre en moyenne.

Orientations suivies par SDN38 en 2015 :

Comme les années précédentes, SDN38 s'est efforcé d'informer le public sur la réalité du nucléaire sous différentes formes (voir rapport d'activités) et d'interpeller les dirigeants politiques, en s'appuyant sur des collaborations diverses pour amplifier autant que faire se peut ses actions.

Nous avons à nouveau répondu à l'appel de la troupe *Brut de Béton* et travaillé avec le collectif *Santé et nucléaire / Pour une OMS indépendante*, poursuivi notre collaboration avec *Stop Bugey*, *Greenpeace*, le Dr A. Béhar - Président de l'*Association française des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire*. Nos actions ont fait écho aux grandes campagnes nationales (fermeture de Fessenheim et des réacteurs de plus de 30 ans, mobilisations autour de la loi de transition énergétique et de la COP21) et à d'autres initiatives plus ponctuelles du *réseau Sortir du Nucléaire*.

De plus ou moins grands projets collectifs nous ont permis aussi de côtoyer de nombreux acteurs de la vie politique, associative, culturelle et citoyenne locale, que ce soit au sein d'*Alternatiba*, pour l'élaboration de l'événement *Tchernobyl, Fukushima...* de mars-avril 2016, ou pour la préparation de la *marche pour le climat* du 29 novembre.

Les médias locaux ont relayé plusieurs de nos actions.

Quelles orientations pour 2016 ?

Malgré tout le nombre d'adhérents et de militants présents à nos réunions est en baisse par rapport aux années précédentes. Nous avons perdu d'anciennes camarades (une a déménagé ; une autre a préféré suivre un autre chemin, tout en restant en lien avec nous). Nous devons nous interroger sur la manière d'être plus accueillants lorsque des nouveaux viennent, afin de leur faire une place malgré les ordres du jour souvent chargés et ardues de nos réunions...

Pour 2016 des jalons sont déjà posés. Deux groupes de travail sont déjà lancés. L'un prépare le congrès du Réseau qui aura lieu en février et qui peut être l'occasion d'une refonte du mouvement antinucléaire. L'autre groupe organise un grand événement artistique, scientifique et citoyen pour mars-avril, alors que les catastrophes de Fukushima et Tchernobyl entreront respectivement dans leur 5ème et 30ème année.

De la réussite de ces deux événements, nous espérons un regain de vitalité pour notre lutte, sur les plans local et national.

Quoi qu'il en soit, le pilotage de chaque projet par une personne dédiée, initié cette année, semble satisfaisant. Cela ne marche que si suffisamment de militants suivent le pilote pour assurer le fonctionnement du projet... Certains projets ont ainsi dû être revus à la baisse, comme notre participation à Alternatiba. Nous pouvons encore améliorer ce fonctionnement, mais il semble qu'il faut poursuivre dans cette voie : un projet d'action ne vaut que s'il est porté par une ou plusieurs personnes clairement identifiées dès le départ et prêtes à s'investir pour le mener à bien de bout en bout.

Sur le plan de la convergence de luttes, en 2016 la défense (sinon le renforcement !) du droit à l'expression démocratique en France sera peut-être un point sensible. En effet, aussi bien la possible prolongation de l'état d'urgence que les projets de réforme constitutionnelle et de nouvelle loi renforçant les pouvoirs de la police pourraient porter atteinte à la liberté des militants contestataires en particulier - le citoyen "de base" n'étant pas épargné.